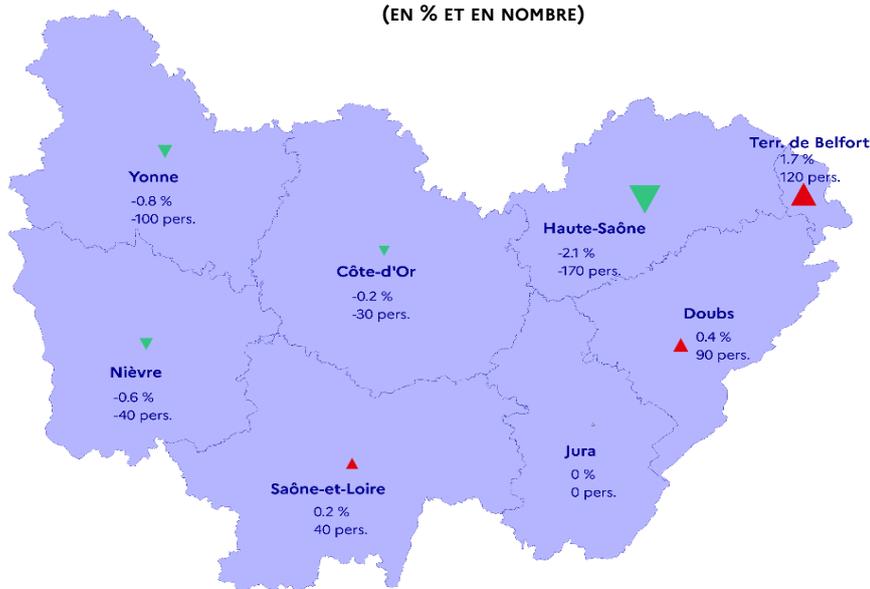


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

Au premier trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) demeure à un niveau élevé dans la région. Il est stable comparativement au 4^e trimestre 2023 tandis qu'il progresse au niveau national (+0,3 %). L'emploi salarié privé stagne dans la région comme au niveau national. À l'inverse, dans la fonction publique, l'emploi salarié augmente de 0,2 % dans la région, une évolution similaire au niveau national. Hors intérim, l'emploi salarié redémarre dans les services marchands (+0,4 %), en particulier dans l'hébergement-restauration. Il se replie dans la construction (-0,5 %) et se stabilise dans l'industrie. Sur un an, l'emploi salarié augmente de 0,3 % dans la région tandis qu'il enregistre une hausse de 0,7 % au niveau national. Comme tout au long de l'année 2023, le recours à l'intérim demeure encore orienté à la baisse (-1,8 %). Cette baisse concerne presque tous les secteurs mais est toutefois moins marquée que fin 2023. Le recours à l'activité partielle augmente mais demeure à un niveau faible. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 57 200) est moins élevé qu'il y a un an (-2,3 %, soit -1 400).

Au deuxième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle qui traduit les anticipations des employeurs, tend à diminuer, excepté dans l'industrie où la mobilisation du dispositif est similaire au trimestre précédent. Les défaillances d'entreprises sont plus nombreuses qu'il y a un an mais le nombre d'emplois menacés est stable. Les créations d'entreprises sont très bien orientées, comptabilisant près de 2 850 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emplois sans activité (catégorie A) est quasi-stable (-0,1 %) alors qu'il diminue au niveau national (-0,4 %). Le nombre d'inscrits exerçant une activité réduite (catégories BC) se maintient, ce qui stabilise le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC. Les jeunes, en particulier les hommes de moins de 25 ans, bénéficient d'une amélioration de leur situation sur le marché du travail puisque le nombre d'inscrits en catégorie A diminue de 1,1 %. À l'inverse des autres catégories d'âge, le nombre de seniors a réduit depuis un an. Les inscriptions à France Travail ont augmenté en tendance depuis un an, notamment en raison de licenciements plus nombreux.

CHIFFRES CLÉS

DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **101 120** (- 0,1 % sur un trim.)
Cat. B, C : **94 800** (- 0,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **195 920** (- 0,1% sur un trim.)

TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,6 % au 1^{er} trimestre 2024
+ 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; 0,0 pt)

EMPLOI SALARIÉ

998 860 au 1^{er} trimestre 2024
+ 0,1 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

RECOURS À L'INTÉRIM

33 520 intérimaires au 1^{er} trimestre 2024
- 1,8 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	101 120	-0,1	+1,6
Catégories B, C	94 800	-0,1	-0,6
Catégories A, B, C	195 920	-0,1	+0,5

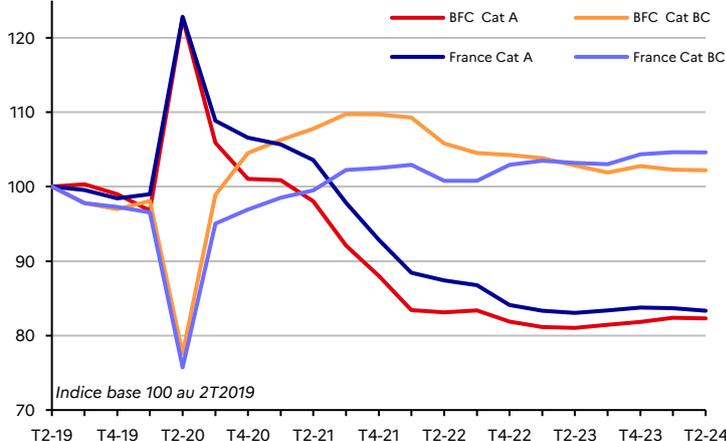
France métropolitaine :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	2 808 700	-0,4	+0,3
Catégories B, C	2 303 900	0,0	+1,4
Catégories A, B, C	5 112 700	-0,2	+0,8

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	53 070	+0,1	+2,7	-0,1	+1,1
< 25 ans	7 790	-1,6	+2,4	-0,7	+4,1
25 - 49 ans	30 160	+0,4	+3,3	0,0	+1,0
50 ans et plus	15 110	+0,1	+1,5	-0,1	-0,1
Femmes	48 050	-0,2	+0,4	-0,7	-0,5
< 25 ans	6 740	-0,3	+3,7	-1,4	+2,5
25 - 49 ans	27 670	-0,2	+0,7	-0,4	-0,4
50 ans et plus	13 640	-0,4	-1,7	-0,8	-1,9
Total	101 120	-0,1	+1,6	-0,4	+0,3
< 25 ans	14 530	-1,0	+3,0	-1,0	+3,4
25 - 49 ans	57 830	+0,1	+2,0	-0,2	+0,3
50 ans et plus	28 750	-0,1	0,0	-0,5	-1,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	96 400	+0,1	+1,7	0,0	+1,7
< 25 ans	13 520	+0,1	+2,2	-0,1	+4,2
25 - 49 ans	57 060	0,0	+1,5	0,0	+1,5
50 ans et plus	25 830	+0,4	+2,0	+0,2	+1,0
Femmes	99 520	-0,3	-0,7	-0,5	-0,1
< 25 ans	12 100	-0,3	+1,4	-1,0	+2,0
25 - 49 ans	58 030	-0,3	-1,0	-0,5	-0,2
50 ans et plus	29 380	-0,1	-0,8	-0,2	-0,7
Total	195 920	-0,1	+0,5	-0,2	+0,8
< 25 ans	25 620	-0,1	+1,9	-0,6	+3,1
25 - 49 ans	115 090	-0,2	+0,2	-0,3	+0,6
50 ans et plus	55 210	+0,1	+0,5	0,0	+0,1

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	109 660	+0,2	+2,0	0,0	+1,2
DELD :					
1 à 2 ans	38 210	-0,2	+4,5	-0,8	+6,7
2 à 3 ans	16 990	+0,7	-1,0	+2,2	+4,8
3 ans et plus	31 050	-1,5	-7,7	-1,6	-8,7
Total DELD	86 260	-0,5	-1,3	-0,6	+0,3
Part des DELD	44,0%	-0,2 pt	-0,8 pt	-0,1 pt	-0,2 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1		Moyenne annuelle	
	2024		2024	2023
Assurance chômage	91 110		91 110	86 890
Solidarité - Etat	8 380		8 380	9 110
Autres	2 550		2 550	2 190
Total DE indemnisés	102 040		102 040	98 190
Formation	6 660		6 660	7 640
Part des DE indemnisés* :				
BFC	48,5%			

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Fin de contrat	3 350	-1,2	-0,3	-1	+0,3
Fin de mission d'intérim	1 610	+3,9	-2,4	+1	-2,2
Démision	1 160	-2,5	+4,5	-1	+4,5
Rupture conventionnelle	1 270	-3,1	0,0	-2	+1,5
Licenc. économique	390	-4,9	+39,3	-2	+22,5
Autre licenciement	1 270	+3,3	+4,1	+1	-1,5
Première entrée ⁽¹⁾	880	+3,5	-8,3	-4	-8,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 780	-2,3	-0,8	+2	+1,2
Réinscription rapide ⁽³⁾	3 670	+6,4	+7,9	+7	+9,1
Autre motif ⁽⁴⁾	1 360	+6,3	+7,1	+5	+10,5
Motif indéterminé	1 620	-3,6	+4,5	+2	+6,2
Total	20 360	+0,7	+2,4	+2	+2,9

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	2 810	-0,4	-2,8	-1,5	+1,3
Entrée en stage ou formation	2 240	+10,3	0,0	+6,0	-4,4
Arrêt de recherche**	1 880	-2,6	-6,5	-3,2	-4,1
dont maladie	1 180	+0,9	-0,8	+1,5	+0,4
Cessation d'inscription					
pour défaut d'actualisation	9 440	-1,7	-2,0	-3,1	-0,4
Radiation administrative	1 980	-7,9	-3,9	-2,5	+0,5
Autre cas ⁽²⁾	1 710	-0,6	+5,6	+2,4	+8,4
Total	20 050	-1,0	-1,9	-1,4	-0,1

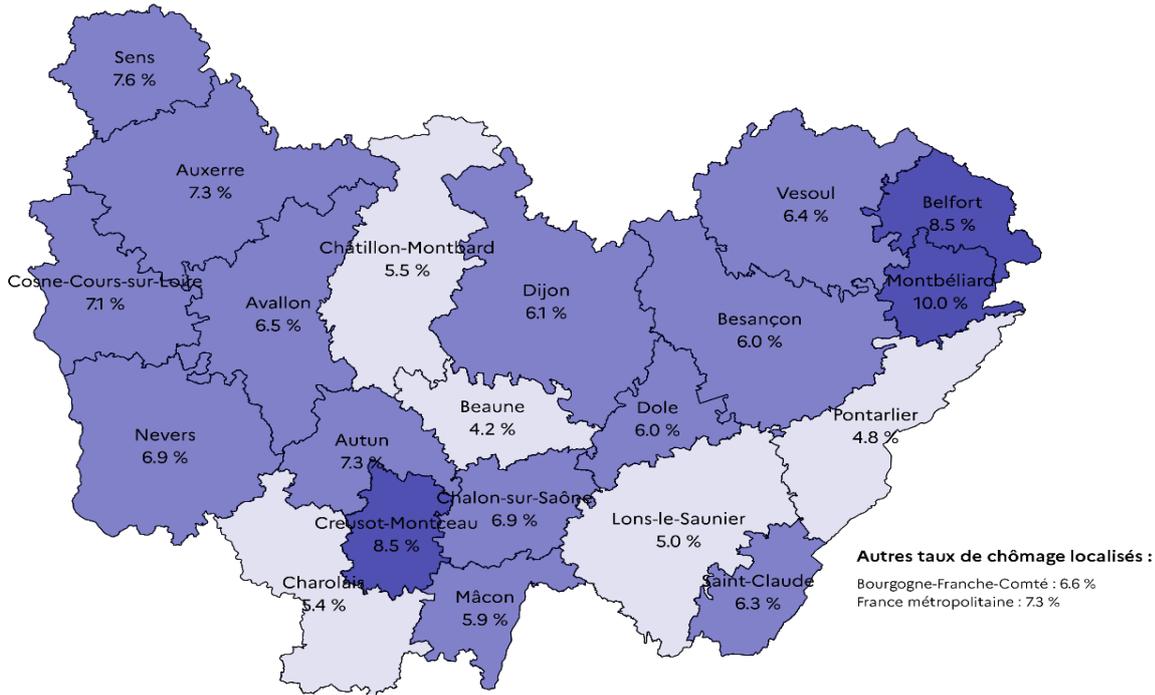
**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 1^{er} trimestre 2024



Source : Insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T2 2024	Cumul 2024	Var.(%)/cumul 23	Var.(%)/cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	467	886	-44,9	-13,3
jeunes	128	255	-49,1	-15,2
seniors	164	282	-37,7	-13,6
bénéficiaires RSA	95	204	-27,1	-9,3
DELD	262	480	-43,9	-13,6
TH	100	179	-36,1	-12,6
résidents QPV	65	122	-21,8	-8,2
résidents ZRR	173	311	-53,2	-17,2
éducation nationale	5	12	-64,7	+8,4
CIE Jeunes	67	277	-71,7	-50,7
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	1 828	4 455	-4,7	-5,7
dt résidents QPV	290	704	+11,2	nd
CEJ*	2 716	6 094	+9,1	+5,9
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	145	306	+83,2	+90,6
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T 2024)				
- secteur public	33	33	+83,3	+3,3
- secteur privé	1 443	1 443	+6,0	+11,2

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T2 2024	Var.(%)/trim. année précédente	Var.(%)/trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	1 609	-12,8	-0,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	9 672	-15,4	-9,0
CEJ*	5 293	+13,6	nd
IAE (au 4T 2023)	7 848	-4,8	-3,1
dont ACI	3 203	-0,5	-0,3
dont AI	2 629	-7,7	-9,6
dont EI	1 040	-1,9	+1,2
dont ETTI	976	-12,5	-1,6

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML

(Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T4 2023	Cumul 2023	Var.(%)/ cumul 22	Var.(%)/ cumul 2022
IAE	2 139	9 387	-7,4	-1,4
dont ACI	719	3 136	-7,2	-2,4
dont AI	687	2 957	-11,8	-1,5
dont EI	292	1 253	+2,0	-1,1
dont ETTI	441	2 041	-6,3	+0,2

Source : ASP, traitement Dares

IAE : Insertion par l'Activité Economique

ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion

AI : Associations Intermédiaires

EI : Entreprises d'insertion

ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les entreprises

Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T2 2024	Evol./T2 2023 (en %)
Créations d'entreprises	8 155	+9,0
dont :		
Entreprises individuelles	1 097	+0,2
Micro-entrepreneurs	5 303	+10,1
Sociétés	1 755	+11,6
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 852	+6,9
dont :		
Industrie	424	-9,4
Construction	248	+15,3
Commerce	573	+17,4
Services	1 607	+7,3
Total des créations sur 12 mois glissés	11 526	+1,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

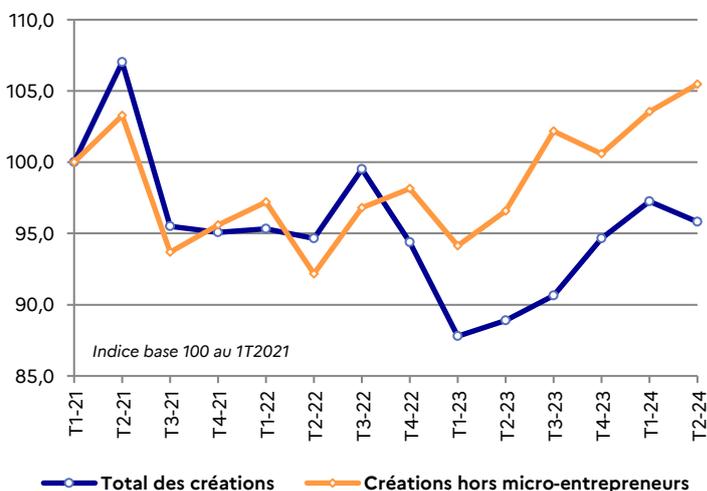
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



—●— Total des créations —○— Créations hors micro-entrepreneurs

Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures	BFC	
	T2 2024	Evol./T2 2023
(en %)		
Nombre d'ouvertures de procédures	536	+20,2
dont :		
Sauvegardes	15	+50,0
Redressements judiciaires	195	+39,3
Liquidations judiciaires directes	326	+10,1
dont :		
PME de 50 sal. et plus	5	n.s.
Nombre d'emplois menacés	1 725	+67,2
dont :		
Agriculture	16	-27,3
Industrie	309	n.s.
Construction	356	+64,1
Commerce	320	+26,5
Services	724	+59,8
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	2 186	+26,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique



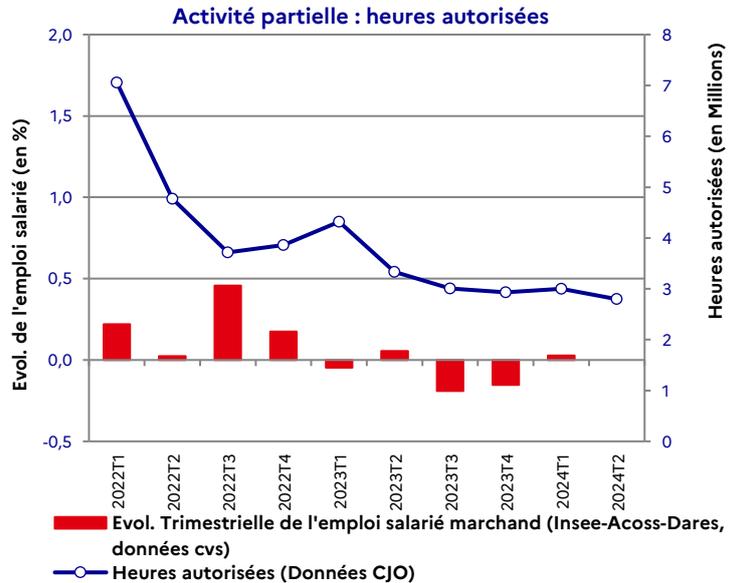
Activité partielle

Données CJO*	BFC	
	T1 2024	T2 2024
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	567	480
Volume d'heures autorisées	3 001 439	2 796 519
dont :		
Agriculture	1 033	3 408
Industrie	2 485 216	2 476 798
Construction	131 812	58 173
Commerce	65 066	49 771
Services	318 312	208 369
Etablissements autorisés	504	430
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	152	143
Nombre de salariés concernés**	32 691	29 927
Total heures autorisées 12 mois glissés	12 277 839	11 740 422

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



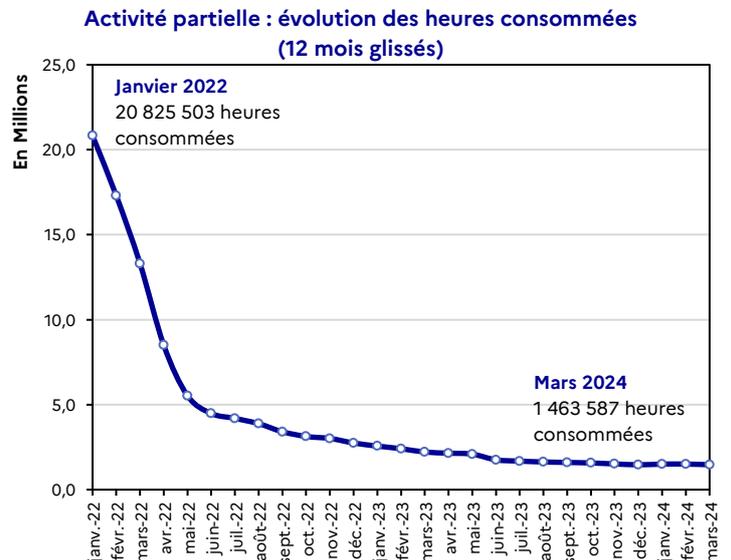
Heures consommées	BFC	
	T4 2023	T1 2024
Nombre d'heures consommées*	340 284	485 278
dont :		
Agriculture	196	518
Industrie	258 489	337 045
Construction	6 453	22 799
Commerce	29 737	13 427
Services	45 409	111 490
Etabs ayant consommé des heures	297	311
dont :		
étabs de 50 sal. et plus	88	87
Nombre de salariés concernés**	5 523	6 094
Total heures consommées 12 mois glissés	1 461 009	1 463 587

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne - Franche-Comté		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2024						
Embauches		8 371	4 200	16 467	136 708	165 746
Répartition en %		5,1	2,5	9,9	82,5	100,0
dont en % :						
	CDD	43,7	43,6	57,5	86,5	80,4
	< 25 ans	25,3	24,9	43,6	21,7	24,1
	25 - 49 ans	53,4	56,1	40,5	49,0	48,5
	50 - 54 ans	8,6	6,7	4,9	9,6	9,0
	55 ans ou plus	11,1	7,3	9,7	18,4	16,9
	Femmes	39,2	10,6	55,8	64,4	60,9
Sorties		8 821	4 369	17 047	133 518	163 755
Répartition en %		5,3	2,6	10,3	80,6	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	28,2	21,7	49,6	84,1	75,8
	dont CDD < 1 mois	41,0	28,1	66,5	90,0	86,9
	Demissions	26,0	34,1	22,0	6,7	10,1
	Licenciements économiques	5,4	2,0	1,0	0,3	0,7
	Licenc. non économiques	12,1	14,4	7,6	2,7	4,0
	Retraite	8,3	3,9	2,5	1,0	1,7
	Ruptures Conventionnelles	7,6	11,4	4,7	1,3	2,3
	< 25 ans	20,2	25,2	42,1	21,4	23,6
	25 - 49 ans	47,3	52,4	39,5	48,2	47,4
	50 - 54 ans	8,9	6,9	5,2	9,5	9,0
	55 ans ou plus	22,5	12,1	12,2	19,7	18,9
	Femmes	38,5	10,4	57,7	64,3	60,8

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

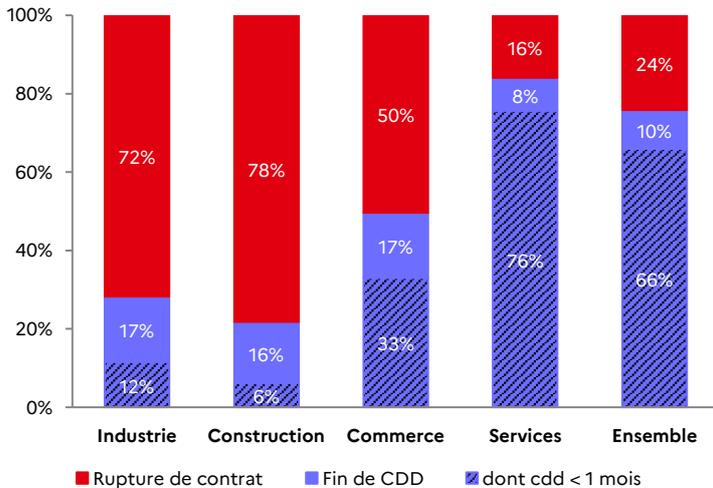
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO-données brutes

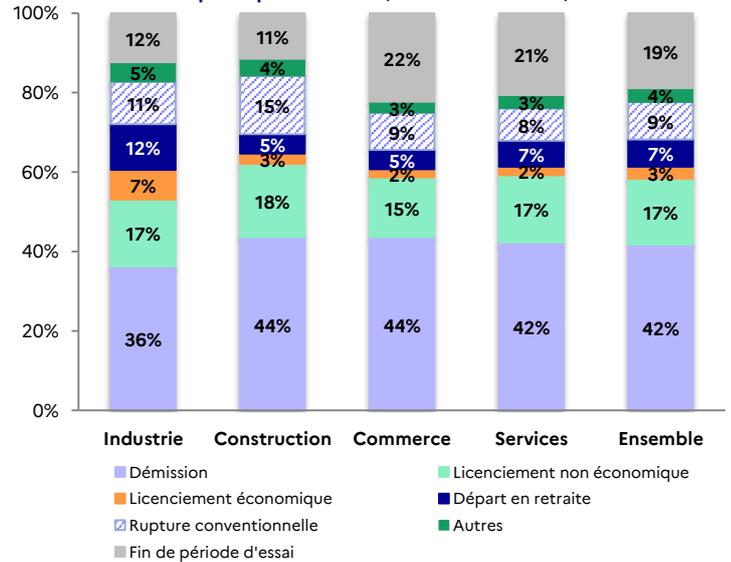
Lecture : Au 1er trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 43,7 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 5,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,7 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 33 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 36 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne - Franche-Comté		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		11,0	57,9	13,7	17,4	52,0	30,0
Embauches		39 965	80 466	14 933	27 957	100 897	23 997
dont en % :							
	CDD	79,3	77,3	82,9	90,1	84,5	82,8
Sorties		38 577	77 559	14 667	30 910	99 575	23 336
dont en % :							
	Fins de CDD	75,2	74,2	80,2	78,9	81,4	80,4
	dont CDD < 1 mois	83,4	86,7	89,3	90,9	87,9	85,1
	Demissions	11,0	12,4	7,6	4,0	8,0	9,1
	Licenciements économiques	0,1	0,8	1,3	1,0	0,5	0,1
	Licenc. non économiques	5,6	3,7	3,9	3,0	2,9	3,9
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,7	1,3	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,2	3,1	2,5	1,4	1,7	0,8

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,1 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note

Bourgogne - Franche-Comté	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
1 ^{er} trimestre 2024 (Données CVS)	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	18 110	+80	+0,4	+360	+2,0	18 270	+90	+0,5	+370	+2,0
Industrie	168 540	+40	+0,0	+240	+0,1	185 090	-400	-0,2	-1 600	-0,9
Industrie agro-alimentaire	28 130	+70	+0,2	+120	+0,4	30 910	+190	+0,6	+30	+0,1
Industries extractives, énergie, eau, déchets	11 730	+40	+0,3	+50	+0,5	12 320	+50	+0,4	0	+0,0
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 850	-10	-0,1	-140	-0,6	25 110	-120	-0,5	-480	-1,9
Matériels de transport	20 580	0	-0,0	-270	-1,3	23 520	-300	-1,3	-800	-3,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	85 250	-50	-0,1	+480	+0,6	93 220	-220	-0,2	-360	-0,4
Construction	54 220	-270	-0,5	-680	-1,2	58 170	-310	-0,5	-1 040	-1,8
Commerce ; réparation auto.	126 940	-220	-0,2	-280	-0,2	129 670	-160	-0,1	-630	-0,5
Services marchands	243 430	+1 010	+0,4	+1 800	+0,7	252 420	+980	+0,4	+1 230	+0,5
Transports et entreposage	50 970	-190	-0,4	+20	+0,0	54 500	-280	-0,5	-180	-0,3
Hébergement et restauration	36 450	+650	+1,8	+730	+2,0	36 790	+630	+1,7	+700	+1,9
Information et communication	9 270	+20	+0,2	+80	+0,9	9 370	+20	+0,3	+80	+0,9
Services financiers	21 590	+150	+0,7	+280	+1,3	21 710	+160	+0,7	+280	+1,3
Services immobiliers	6 800	-80	-1,2	-470	-6,4	6 870	-90	-1,3	-480	-6,5
Services aux entreprises	76 820	+450	+0,6	+970	+1,3	81 430	+490	+0,6	+630	+0,8
Services aux ménages	41 540	+10	+0,0	+190	+0,4	41 740	+40	+0,1	+200	+0,5
Services non marchands	354 240	+720	+0,2	+4 740	+1,4	355 250	+710	+0,2	+4 740	+1,4
Ensemble	965 490	+1 360	+0,1	+6 190	+0,6	998 860	+900	+0,1	+3 070	+0,3
dont privé						754 530	+370	+0,0	+970	+0,1
dont public						244 330	+530	+0,2	+2 100	+0,9

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

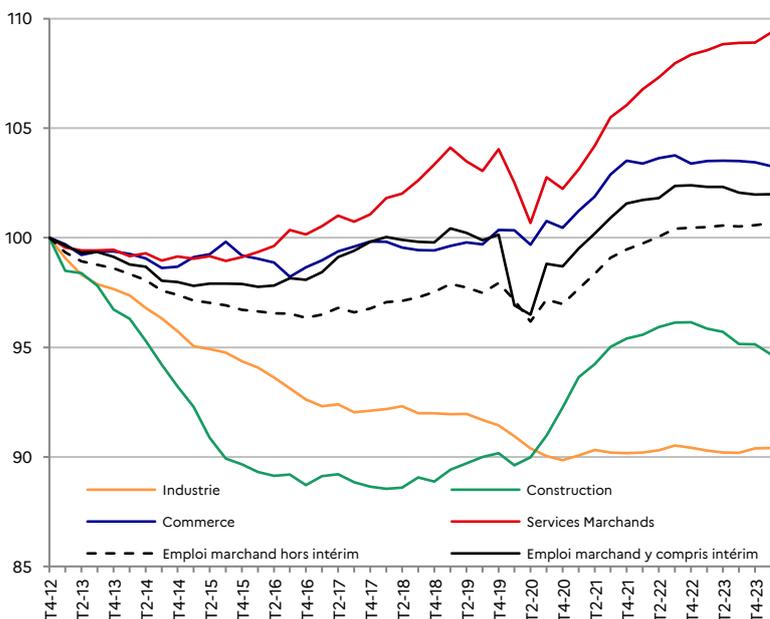
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité de la région

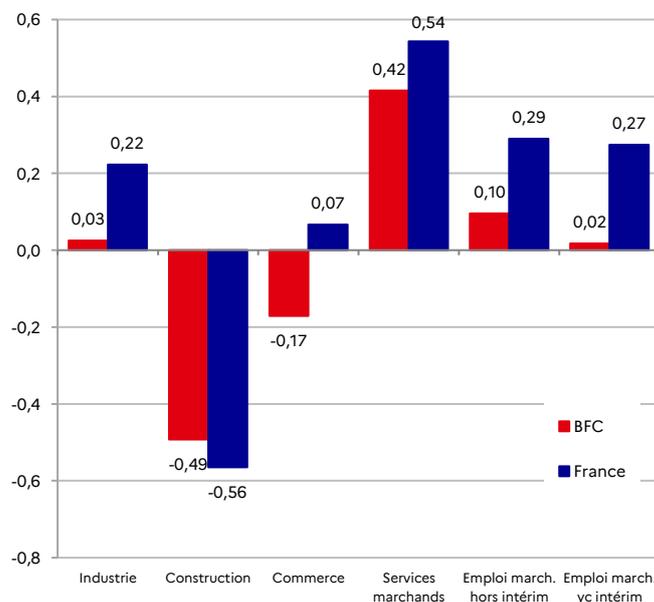
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans la région et au niveau national

(entre le 4^{ème} trim. 2023 et le 1^{er} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2024 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	160	+10,0	0,0	0,9	-0,0	150	0,0	-16,7	2,1	-0,2
Industrie	16 720	-2,0	-10,8	9,0	-1,0	16 320	-5,1	-14,5	2,7	0,0
Construction	4 210	-1,7	-10,4	7,2	-0,7	4 120	-0,5	-11,4	3,2	-0,1
Commerce	2 670	+2,7	-10,0	2,1	-0,2	2 770	-2,8	-11,5	1,6	-0,1
Services	9 750	-2,7	-4,6	3,9	-0,2	9 990	-3,8	-5,0	1,3	+0,1
Ensemble	33 520	-1,8	-8,9	5,2	-0,5	33 340	-3,9	-11,2	2,1	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

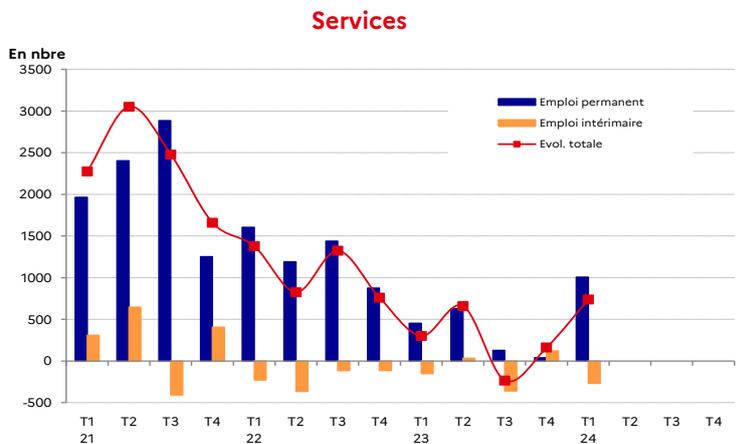
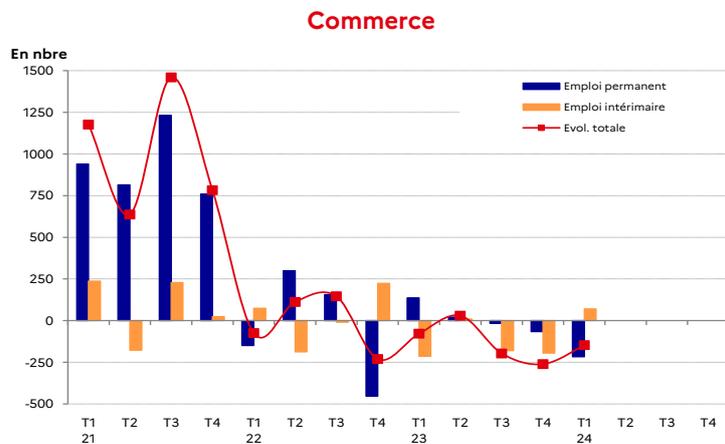
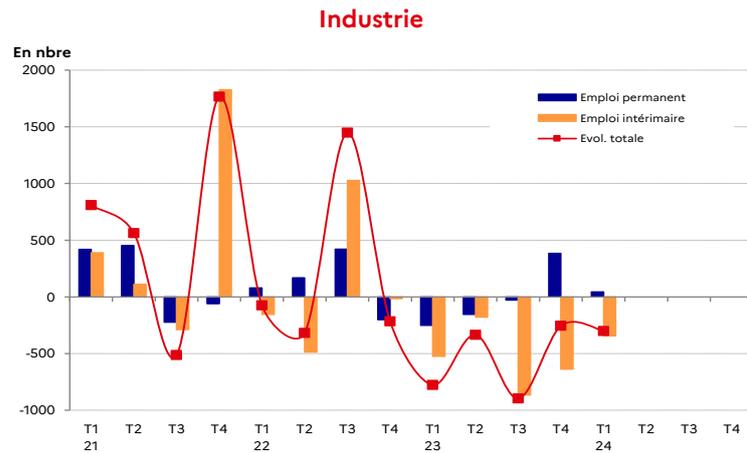
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
 - et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)
- Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

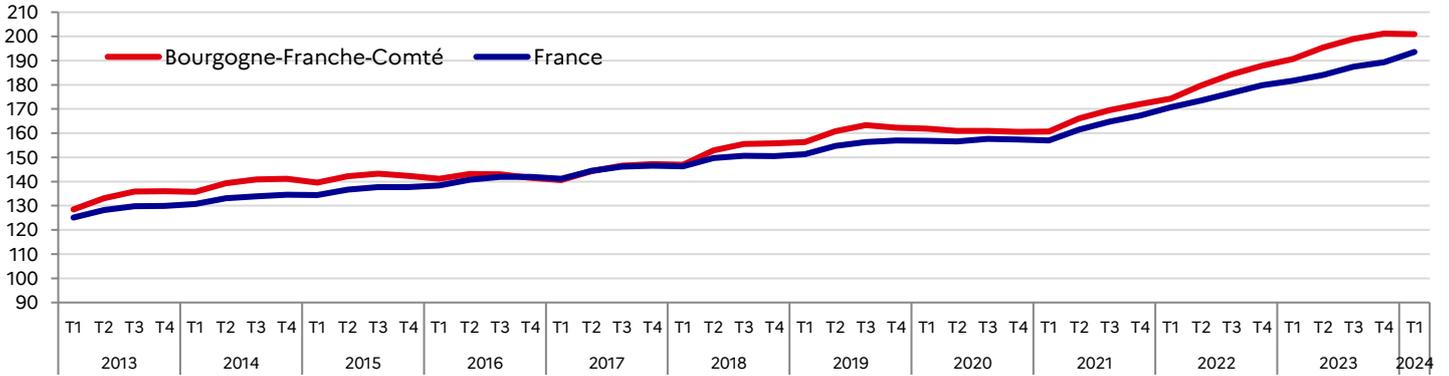
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 820	22,3	+0,2	+1 760	+0,8	235	0,5	0,0	+38	+19,3
Doubs	254 900	202 930	20,3	+0,0	+2 830	+1,4	33 509	70,8	-0,3	+1 551	+4,9
Jura	116 590	88 020	8,8	+0,1	+320	+0,4	7 821	16,5	-0,2	+387	+5,2
Nièvre	80 648	64 530	6,5	+0,1	+90	+0,1	25	0,1	+19,0	+10	+66,7
Haute-Saône	104 664	69 450	7,0	+0,0	-550	-0,8	777	1,6	+2,0	+105	+15,6
Saône-et-Loire	238 264	191 910	19,2	+0,3	-530	-0,3	236	0,5	-0,4	+20	+9,3
Yonne	145 199	109 690	11,0	-0,0	-490	-0,4	32	0,1	+3,2	+7	+28,0
Territoire de Belfort	64 290	49 510	5,0	-0,7	-360	-0,7	4 718	10,0	+0,3	+295	+6,7
BFC	1 254 913	998 860	100,0	+0,1	+3 070	+0,3	47 353	100,0	-0,1	+2 413	+5,4

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

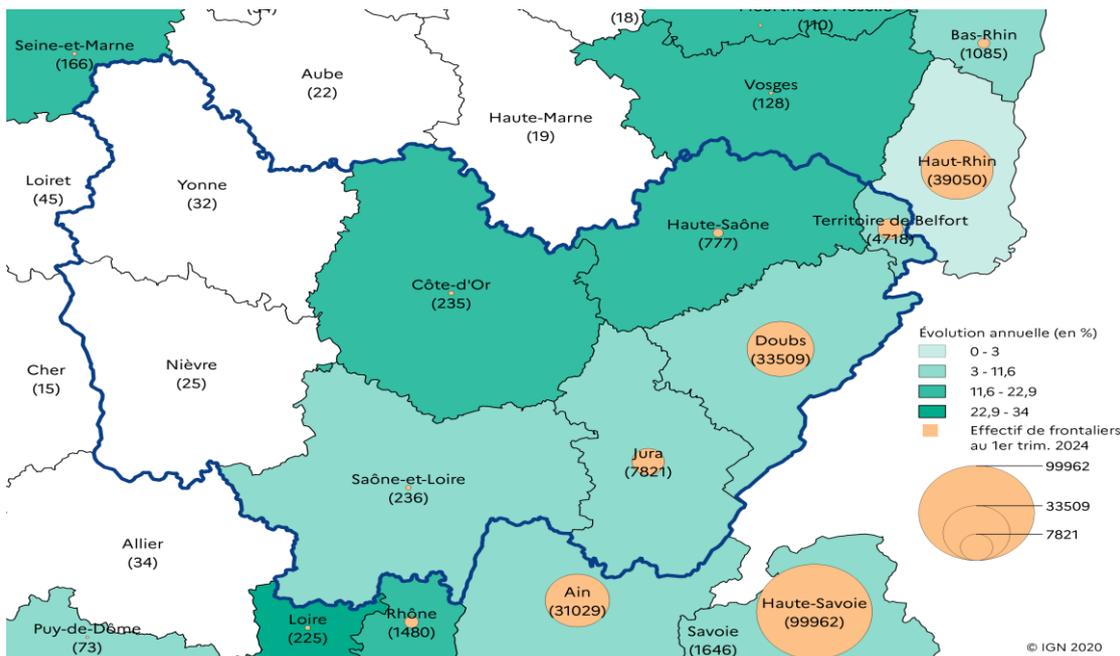
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +4,9% dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 509 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
<i>données brutes provisoires</i>								
Côte d'Or	9 577	-2,1	37 590	-3,3	8 907	+3,6	1 390	-8,8
Doubs	12 290	-0,7	32 910	-3,5	10 373	+1,0	1 457	-14,3
Jura	3 377	-4,5	15 263	-5,0	5 500	+3,6	580	-6,5
Nièvre	5 680	-0,1	13 607	-3,4	6 410	+1,5	687	-11,2
Haute-Saône	3 900	-1,9	14 783	-5,3	5 697	+3,3	867	-8,1
Saône-et-Loire	9 567	-6,1	35 977	-4,1	12 423	+3,6	1 703	-13,8
Yonne	8 737	-0,2	22 583	-4,9	7 730	+0,9	1 080	-9,5
Territoire de Belfort	4 087	-4,3	9 433	-4,6	2 590	+6,9	600	-7,7
BFC	57 213	-2,3	182 147	-4,1	59 630	+2,7	8 363	-10,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

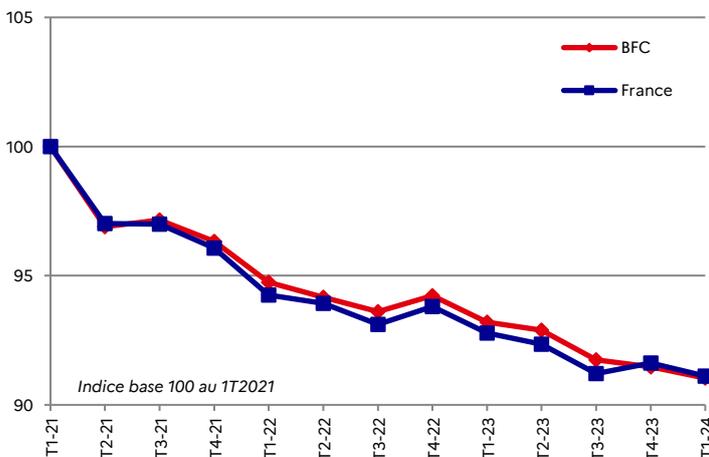
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

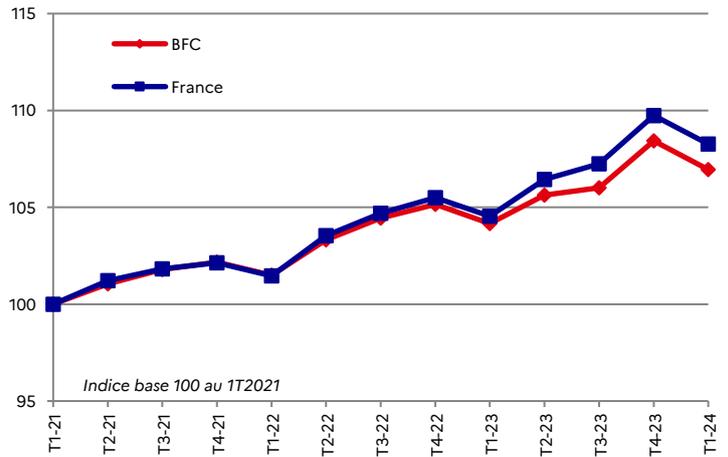
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

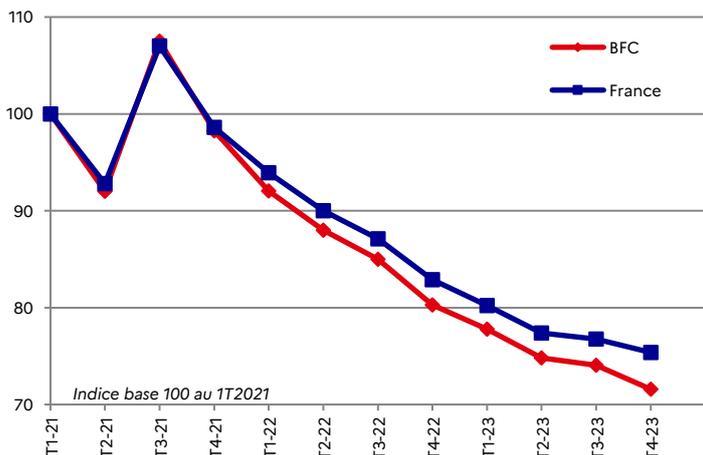
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



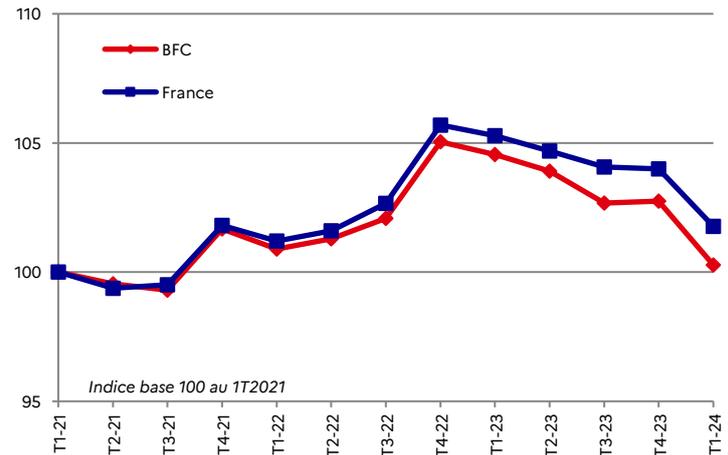
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 2^{ème} Trim. 24	17 970	21 500	7 820	6 570	8 070	19 560	12 650	6 980	101 120
Variation (en %) sur 1 Trim.	-0,2	+0,4	0,0	-0,6	-2,1	+0,2	-0,8	+1,7	-0,1
Variation (en %) sur 1 an	0,0	+2,9	0,0	+1,4	+1,3	+0,5	+3,4	+4,2	+1,6
Hommes	9 320	11 630	4 080	3 550	4 190	9 930	6 750	3 630	53 070
Femmes	8 650	9 870	3 740	3 020	3 870	9 630	5 900	3 360	48 050
<25 ans	2 550	3 180	1 080	1 020	1 200	2 650	1 820	1 040	14 530
25-49 ans	10 600	12 730	4 440	3 540	4 430	10 800	7 190	4 110	57 830
>50 ans	4 820	5 590	2 300	2 010	2 430	6 120	3 650	1 840	28 750
DELD (Cat. A, B, C)	16 310	17 220	7 020	5 290	6 970	18 190	10 430	4 820	86 260
Taux de chômage 1 ^{er} Trim. 24	5,8	6,7	5,3	6,9	6,7	6,7	7,3	8,5	6,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 2^{ème} Trim. 24									
Nbre ouvertures procédures	110	92	38	41	27	104	94	30	536
Evolution annuelle (en %)	+22,2	-1,1	-2,6	+41,4	-22,9	+18,2	+100,0	+20,0	+20,2
Trav. Temporaire 1^{er} Trim. 24									
Effectifs	6 390	7 300	3 540	1 660	2 840	6 460	4 000	1 320	33 520
Evol./trim. précédent (en %)	+0,6	-1,5	-0,1	+2,2	-3,4	-1,0	-4,3	-13,3	-1,8
Activité Partielle 1^{er} Trim. 24									
Nbre d'heures consommées	45 235	219 579	56 725	7 356	49 907	52 701	25 874	27 901	485 278
Evol./trim. précédent (en nbre)	+7 308	+100 456	+30 227	-13 316	+21 706	-8 362	-184	+7 160	+144 995

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 2^{ème} Trim. 24	59	87	47	33	57	98	43	43	467
Cumul 2024	102	183	98	64	95	174	102	68	886
PACEA 2^{ème} Trim. 24	251	359	94	143	180	461	151	189	1 828
Cumul 2024	644	891	238	326	458	1 058	452	388	4 455
IAE 4^{ème} Trim. 23	363	406	237	136	156	420	327	94	2 139
Cumul 2023	1 502	1 718	1 038	789	643	1 682	1 562	453	9 387
Apprentissage 1^{er} Trim. 24	399	296	110	112	100	250	137	72	1 476
Cumul 2024	399	296	110	112	100	250	137	72	1 476

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) - Tous secteurs

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

1 ^{er} Trim. 2024	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	5 270	1 900	1 690	1 200	1 260	3 600	3 100	90	18 110
Evol./trim. Précédent	-0,6	-0,1	+0,5	-1,9	+0,2	+5,1	-1,6	-4,8	+0,4
Industrie :									
Effectif	26 790	39 020	19 150	8 550	15 610	34 640	17 360	7 430	168 540
Evol./trim. Précédent	+0,5	-0,2	-0,3	-0,5	+0,0	+0,5	-0,2	-0,6	+0,0
Construction :									
Effectif	12 770	9 940	5 610	3 190	3 510	11 340	5 710	2 160	54 220
Evol./trim. Précédent	-0,5	-0,2	-1,0	+0,5	-1,0	-0,3	-1,3	+0,3	-0,5
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	178 000	152 070	61 560	51 590	49 070	142 330	83 530	39 840	757 990
Evol./trim. Précédent	+0,3	+0,1	+0,3	+0,3	+0,1	+0,1	+0,1	-0,7	+0,1
Total :									
Effectif	222 820	202 930	88 020	64 530	69 450	191 910	109 690	49 510	998 860
Evol./trim. Précédent	+0,2	+0,0	+0,1	+0,1	+0,0	+0,3	-0,0	-0,7	+0,1

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS